

# Reynders veut prendre la main à Bruxelles

«Si le MR est premier parti en 2019, je prendrai mes responsabilités.»

MARTIN BUXANT

Passablement secoué par les événements qui ont touché Bruxelles cette semaine, le chef de file des libéraux bruxellois, Didier Reynders, annonce vouloir prendre la main et – pourquoi pas – le costume de ministre-président bruxellois en 2019, si sa formation politique sort première des urnes en Région bruxelloise.

«Je suis candidat à faire évoluer les choses. C'est très clair», dit-il alors que Bruxelles sort d'une semaine très mouvementée sur le plan de la sécurité. «Je vais mener le combat pour renverser les choix politiques dans cette Région et faire en sorte que les libéraux soient le plus grand parti politique de Bruxelles en 2019. Si nous y parvenons, alors je prendrai mes responsabilités. Je suis convaincu que sur un thème comme la sécurité, par exemple, le ministre-président peut et doit jouer un plus grand rôle», dit Didier Reynders.

Et il embraye: «Ce que je veux faire, c'est faire bouger le centre de gravité bruxellois, comme nous l'avons déjà fait en 2007 sur l'espace francophone. Nous allons le faire à Bruxelles. Montrer qu'un autre modèle est possible. Il y a énormément de potentiel et de défis

à relever et une vraie alternance est nécessaire dans cette Région.»

Le Bruxellois met l'accent sur plusieurs thèmes qu'il veut développer lors de la campagne électorale à venir: la sécurité, la mobilité et la propreté à Bruxelles.

Sur la sécurité, dans la foulée des émeutes de cette semaine, Reynders prône une politique de tolérance zéro tant au point de vue policier que judiciaire.

«On arrête les fauteurs de trouble, or ce n'est pas ce que nous avons vu samedi dernier lors des émeutes, cela aurait quand même valu la peine, me semble-t-il, de procéder à quelques arrestations – ne fût-ce que pour voir à qui on avait affaire. La police s'est contentée d'attendre.»

## «C'est ridicule»

En matière de mobilité, Reynders étrille l'actuel ministre Pascal Smet, qu'il accuse de vouloir rendre la vie des automobilistes impossible sans proposer d'alternative. «Il prend les problèmes à l'envers, il pense la politique de la mobilité depuis son loft dans le centre-ville de Bruxelles en pensant que les gens restent cantonnés à 300 mètres de chez eux et ne circulent qu'à vélo. C'est ridicule.» Reynders prône un développement rapide et ren-

forcé du métro mais se heurte, dit-il, aux obstacles de la Région, entre autres pour le lancement du métro Nord.

## ÉMEUTES

QUE S'EST-IL PASSÉ SAMEDI SOIR?

Samedi dernier, dans la foulée de la qualification du Maroc pour le Mondial 2018, une partie de Bruxelles a été secouée par des émeutes qui ont marqué les esprits. Avec quelques jours de recul, **L'Echo a tenté**

**de remonter le fil des événements** du côté des autorités, de la police et de différents acteurs présents sur place ce soir-là. **Pour comprendre** ce qu'il s'est passé, comment un bout de ville a été livré aux pillards. Ce récit est celui d'un **triple couac** causé, entre autres, par un manque de vision. Personne, à Bruxelles, n'avait vu ce match arriver.

# Didier Reynders

## «On va montrer qu'une autre politique est possible à Bruxelles»

### LES PHRASES CLÉS

«En matière de sécurité, la politique de **tolérance zéro** doit être appliquée.»

«J'avais dit il y a quatre ans qu'on avait dans certains quartiers un **problème d'intégration**. On m'avait fusillé. **Maintenant, on me trouve trop soft.**»

«En matière de mobilité, il faut proposer de **vraies alternatives** avant de venir rendre la vie impossible aux automobilistes.»

### INTERVIEW MARTIN BUXANT

**I**l ne faut pas être grand géomètre pour constater que les lignes ont bougé. On se souvient de la volée de bois rouge, de la volée de bois vert que le seigneur de ces lieux (adresse: 10, rue des petits Carmes) s'était prise en 2014 avec cette phrase: «On a un problème d'intégration dans certains quartiers de Bruxelles.» Quatre années ont passé, à peine, et ce jeudi après-midi, alors qu'il est assis dans le sofa de son bureau, Didier Reynders remet le couvert.

«Voilà», dit-il. Voilà: «Ce que j'ai dit il y a quatre ans reste rigoureusement exact. À l'époque, on a dit, on a écrit que j'étais raciste, que je flirtais avec l'extrême droite. Qu'est-ce que je n'ai pas dû encaisser pour avoir mis les points sur les i! La presse s'est également déchaînée contre moi. Et aujourd'hui, on me dit que ce constat-là est beaucoup trop doux, que je me voile quasiment la face.»

Les lignes ont bougé, c'est le géomètre

Reynders qui le dit. Tout le monde – singulièrement du côté flamand – veut «nettoyer Bruxelles». Sortir les karchers, en finir avec la racaille. Il faut appeler un chat un chat et reconnaître à Reynders qu'il chante ce refrain-là depuis quelque temps déjà.

Il ajoute ceci: «Mais attention, j'ai dit une chose, je dis aussi qu'on ne va pas basculer dans l'autre extrême: dans certains quartiers, on a un problème d'intégration, mais la plupart du temps, cela se passe quand même très bien, on a des histoires de réussite formidables, par exemple dans la communauté d'origine marocaine à Bruxelles, tout ceci ne doit certainement pas être oublié. Tout ceci doit être rappelé.» C'est une nuance, et elle est de taille.

### Tolérance zéro

On est donc venu voir Didier Reynders pour parler de Bruxelles – avec sa casquette de chef de file des libéraux bruxellois – dans la foulée de la semaine mouvementée qu'a vécue la capitale. L'entretien durera dans les 1h20. Et toutes les 5 minutes, environ, il répétera la même formule: «tolérance zéro».

«La tolérance zéro, c'est la politique à appliquer avec les personnes qu'on a vues à l'œuvre à Bruxelles. La tolérance zéro, cela s'applique aussi bien de manière policière que de manière judiciaire. On arrête les fauteurs de trouble, or ce n'est pas ce que nous avons vu samedi dernier lors des émeutes, cela aurait quand même valu la peine, me semble-t-il, de procéder à quelques arrestations – ne fût-ce que pour voir à qui on avait affaire. La police s'est contentée d'attendre. Heureusement, dès mercredi, la réponse policière a été un peu plus vigoureuse et on a procédé à des arrestations. Le discours et les actes du bourgmestre Philippe Close ont évolué en l'espace de quelques jours.»

Alors, on lui demande s'il existe des zones de «non-droits», aujourd'hui, à Bruxelles. Des zones où la police ne s'aventure pas, ne s'aventure plus. Il répond: «Je dirais que ce n'est pas tellement lié à des zones géographiques mais davantage à des moments. Samedi dernier, très clairement, on a assisté à un de ces moments où la rue a dominé la police. Quand on voit ces images, on est nettement dans un de ces instants où les rapports de force sont inversés. Je note deux choses par rapport à cela. D'abord, le fait que ce soit intervenu en plein centre de notre capitale. Allez, imaginez Paris, Londres ou Rome. Est-ce qu'on imagine un seul instant que les autorités laisseraient des bandes vandaliser le centre urbain d'une de ces trois villes durant

des heures sans intervenir?» Il dit: «Tolérance zéro.»

Et il repart: «L'autre point, par rapport à ces zones de non-droit, c'est de constater que les choses peuvent évoluer. Regardez Molenbeek. On avait une commune dans laquelle l'ancien bourgmestre (Philippe Moureaux, NDLR) laissait tout faire, laissait tout passer et on a vu ce que cela a donné. Il n'y a pas de fatalité: on a mis une nouvelle bourgmestre en place (la MR Françoise Schepmans, NDLR), avec une nouvelle majorité, et on voit que les choses évoluent très positivement, on reprend le terrain, on reprend les choses en main. Mais la recette que nous appliquons, par exemple à travers notre plan canal, est la même: d'abord la tolérance zéro pour les infractions. Ensuite, on peut se pencher sur les causes et faire de la prévention.»

### Le parti socialiste

À ce stade, il n'a fait qu'effleurer le sujet, mais on sent qu'il va y revenir. Le Parti socialiste fait en effet partie intégrante de la dialectique reyndersienne.

«Bon. Il faut quand même pouvoir dire aussi que si on en est là aujourd'hui à Bruxelles, c'est d'abord, et avant tout, parce qu'un seul parti a ultra-dominé une Région, je serais tenté de dire, depuis sa création en 1989. À quelques rares intervalles près, c'est bien le Parti socialiste qui a disposé de tous les leviers. Partout: de la ministre-présidence à la kyrielle d'ASBL et d'associations jusqu'aux institutions qu'ils ont créées par exemple pour le tourisme – où on retrouve Laurette Onkelinx à sa tête – ou pour la sécurité. Donc, on ne va pas faire l'économie de ce débat-là non plus.»

### Renverser les choix politiques

On aurait bien écrit qu'un ange passe mais Didier Reynders est si loquace qu'aucun ange n'aurait déceimment le temps de passer. Passons.

On lui glisse: n'est-il pas temps, avec ce que vous dites, que le MR, et vous singulièrement, preniez position comme candidat à la ministre-présidence bruxelloise en 2019?

«Mais je suis candidat à faire évoluer les choses. Je vais mener le combat pour renverser les choix politiques dans cette Région et faire en sorte que les libéraux soient le plus grand parti politique de Bruxelles en 2019. Si nous y parvenons, alors je prendrai mes responsabilités. Je suis convaincu que sur la sécurité, le ministre-président peut et doit jouer un plus grand rôle.»

Il lance l'idée d'un quartier général des forces de police dans le centre-ville de Bruxelles afin d'être plus rapidement opérationnel. On lui soumet l'idée d'une fusion des 6 zones de police de Bruxelles, histoire de simplifier. C'est un dada des responsables politiques flamands. Il répond: «Je n'ai aucun tabou là-dessus, autant être clair, mais penser que cela va tout régler, c'est être naïf. Si je prends les problèmes de la radicalisation ou du terrorisme; on doit, par exemple, aussi discuter avec la zone de Vilvorde. Si je prends les attentats qui ont lieu à l'aéroport de Bruxelles, c'est encore une autre zone de police – celle de Zaventem – qui est concernée. Mais je veux bien ouvrir toutes les discussions.»

Et il embraye avec ce désormais grand classique: «Ce que je veux, fondamentalement, c'est faire bouger le centre de gravité bruxellois, comme nous l'avions déjà fait en 2007 sur l'espace francophone, nous allons le faire à Bruxelles. Montrer qu'un autre modèle est possible. Il y a énormément de potentiel et de défis à relever et une alternance est nécessaire.»

-Du coup, on imagine que vous serez tête de liste à la Région bruxelloise en 2019. «Non, je mènerai ce combat-là depuis la tête de liste à la Chambre parce que c'est là que, pour l'instant, la force de frappe est la plus grande. On peut, par exemple, atteindre les six communes à facilités et la périphérie bruxelloise et nous avons besoin de toutes les forces pour changer le cours des choses.»

Il ajoute ceci (encore) sur les socialistes: «Attention, je n'exclus personne de ce nouveau départ que nous voulons prendre. Tous les socialistes ne sont pas à mettre dans le même sac. Je discute beaucoup, par exemple, avec Philippe Close, le bourgmestre de Bruxelles. Mais on doit pouvoir montrer que tout ne tourne pas toujours

autour de la vision socialiste et de ses partis satellites à Bruxelles.»

Et avec Philippe Close, ça discute entre autres du piétonnier. C'est que l'idée est venue de la Ville de Bruxelles mais c'est bien Reynders qui dispose des deniers; c'est la titrelire fédérale Beliris, en effet, qui doit financer les travaux à venir dans le centre de Bruxelles. Et il n'a pas l'intention de lâcher des euros en pure perte dans un piétonnier auquel il ne croit pas beaucoup et qui, aujourd'hui, est critiqué de toutes parts – en particulier par les forces de l'ordre. «C'est typique: Yvan Mayeur et la Ville de Bruxelles ont voulu faire un piétonnier, mais pas n'importe lequel, ils ont voulu faire le plus grand piétonnier d'Europe, voire du monde.»

(Sourire carnassier) «Donc, ils ont mis quelques pots de fleurs et ils ont bloqué un grand boulevard urbain. C'était ça leur recette. Résultat, un espace vide qui est rempli par des gens de temps à autres, mais c'est en dépit du bon sens que cela a été fait, on aurait dû commencer par piétonniser quelques rues commerçantes du centre-ville mais pas bloquer un grand boulevard urbain comme ceci. On travaille à améliorer les choses du côté de la place De Brouckère, on rattrape ce qu'on peut rattraper, Pascal Smet nous presse de donner des sous mais il n'a pas les permis. Je ne sais pas comment on fait les travaux chez lui mais chez nous, il faut un permis.» Boum.

#### Pascal Smet et la politique de mobilité

En voilà une autre des cibles de Didier Reynders: Pascal Smet et – plus largement – la politique de mobilité à Bruxelles. «Smet n'a qu'une seule idée en tête: rendre le plus vite et le plus fort possible la vie impossible aux automobilistes, donc, il fait tout pour les dégoûter. Ce qu'il faudrait éventuellement faire, c'est propo-

ser des alternatives crédibles à la voiture aux gens, or ce n'est pas fait. On prend le problème complètement à l'envers. Allez, moi je débloque des fonds pour qu'on accélère la cadence du métro vers le nord et sa construction et que fait la Région? Elle nous dit que ça va prendre du retard parce qu'il y a tel ou tel square qui va être classé et pour les travaux, ça ne fonctionnera pas. Mais de qui se moque-t-on? La mobilité dans cette ville, c'est n'importe quoi. C'est pensé et organisé par quelqu'un qui imagine qu'on fait tout à vélo en partant de son loft dans le centre de Bruxelles et qu'on ne s'éloigne jamais de plus de 300 de chez soi, qu'on doit vivre replié sur son quartier. Nous pensons tout le contraire. Une ville, on doit y circuler, ça doit être agréable, c'est aussi le meilleur de moyen – la mobilité, l'aménagement du territoire –, de faire en sorte que la

fracture du canal, entre le nord et le sud de Bruxelles se résorbe.»

Sécurité, mobilité, les deux mamelles du renouveau bruxellois façon Reynders. Il ajoute le logement et la politique de propriété. «On s'habitue finalement à vivre dans une ville qui n'est pas propre, ça ne va pas. C'est quand on revient de quelques jours à l'étranger qu'on remarque à quel point notre ville est sale. C'est quelque chose qui est du même ordre que la sécurité et la mobilité, à l'étranger, on nous regarde bizarrement: comment une ville qui prétend être capitale européenne laisse-t-elle les choses à ce point se dégrader?»

«Sur le logement, on a détourné la raison d'être du logement social, on a parqué ensemble tous les publics qui connaissent le plus de problèmes et on le concentre dans certains logements, cela ne peut pas être très heureux comme approche. À la base, on devait avoir un mixte de personnes pouvant, par exemple, accéder à la propriété, or on est loin dans les faits aujourd'hui.»

## RAPPORT

### «LA POLICE N'ÉTAIT PAS PRÉPARÉE»

«La police n'était pas préparée» aux émeutes qui ont éclaté dans le centre de Bruxelles samedi dernier, après le match de football entre le Maroc et la Côte d'Ivoire. C'est ce qui est ressorti du rapport, très attendu, de l'inspection générale de la police demandé par le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA). Michel Goovaerts, le chef de corps de la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles, a déploré, vendredi soir, «la lecture unilatérale», par le ministre de l'Intérieur, du rapport de l'inspection générale de la police.

«Nous sommes étonnés et nous avons l'impression d'avoir reçu un autre rapport. Nous regrettons cette lecture unilatérale où seuls les points négatifs ont été soulignés», a-t-il indiqué au nom des autres chefs de corps bruxellois et du bourgmestre de la Ville, Philippe Close (PS). Ce rapport sera discuté mercredi prochain en commission de l'Intérieur. Il devrait ensuite déboucher sur le «plan d'action» promis par le gouvernement. Le rapport épinglé trois manquements principaux.

► **Manque d'information.** La

police de Bruxelles ne disposait manifestement pas des informations nécessaires pour mener à bien ses interventions. «Mais même si cela avait été le cas, il n'y aurait pas eu de différence car ces émeutes étaient imprévues, selon Jan Jambon. Bruxelles est bien préparée aux manifestations planifiées mais il n'existe pas de plan pour les événements imprévus.» À ses yeux, la position d'information de la police doit être renforcée. «Elle doit avoir de meilleurs relais dans les quartiers et screener les médias sociaux.»

► **Structure de commande-**

**ment insuffisante.** Le rapport pointe en outre une structure de commandement insuffisante, ne permettant pas d'avoir la vision globale nécessaire à la coordination des renforts.

► **Manque de capacités.** Le document met enfin en avant un «manque de capacités» et une mauvaise utilisation des forces disponibles ce soir-là. Les renforts des autres zones de police bruxelloises n'ont pas été utilisés alors que 30 hommes étaient mobilisés du côté de la zone Midi et que les 3 autres zones avaient également, ensem-

ble, 30 hommes prêts à intervenir. Mais ces renforts sont restés cantonnés sur leur zone alors que se déroulaient des pillages au boulevard Lemonnier. Seuls le renfort de la police fédérale (hélicoptère, corps d'intervention, réserve fédérale, arroseuse) et les deux pelotons appartenant à la zone ont été pleinement utilisés. L'inspection générale s'interroge encore sur la pertinence de l'appel à la police anversoise, «arrivée juste trop tard pour éviter les pillages», alors que des hommes étaient sur place.

J.-P.B., AVEC BELGA